

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies.	70 fr.	40 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 100 fr.	60 fr.	
Pays à plein tarif 120 fr.	70 fr.	

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 3 fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 3 fr. 50
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	4 fr.
Minimum	20 fr.
La page	100 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix; minimum 20 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

Par décret en date du 26 Mars 1945, la Médaille de la Résistance Française est décernée à M. Jean NOUTARY, Gouverneur des Colonies, Commissaire de la République Française au Togo.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1944

- 26 juillet — Décret tendant à modifier le décret du 3 décembre 1931 réorganisant la justice indigène en A.O.F. 275
- 26 juillet — Décret déclarant applicable au Togo le décret du 26 juillet 1944 tendant à modifier le décret du 3 décembre 1931 réorganisant la justice indigène en A.O.F. (Arrêté de promulgation N° 247 Cab. du 17 mai 1945) 274
- 14 novembre — Ordonnance instituant la révision des nominations sur titres et des promotions au choix intervenues depuis le 17 juin 1940. (Arrêté de promulgation N° 260 Cab. du 23 mai 1945) 278
- 4 décembre — Ordonnance réprimant la destruction de certains documents 281

1945

- 12 février — Décret N° 45-217 portant répartition de la contribution supplémentaire des colonies au service financier de la caisse intercoloniale de retraites pour l'année 1945. (Arrêté de promulgation N° 255 Cab. du 19 mai 1945) 280
- 3 mars — Décret N° 45-330 approuvant le budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1945. (Arrêté de promulgation N° 248 Cab. du 17 mai 1945) 280

- 10 mars — Ordonnance N° 45-369 rendant applicables dans les territoires relevant du ministère des colonies les dispositions de l'article 1^{er} de l'ordonnance du 4 décembre 1944 réprimant la destruction de certains documents (modification de l'article 85 du code pénal). (Arrêté de promulgation N° 249 Cab. du 17 mai 1945) 281
- 19 mars — Décret N° 45-454 rendant applicables dans les colonies relevant du ministère des colonies, autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance du 4 décembre 1944 précitée (modification de l'article 439 du code pénal). (Arrêté de promulgation N° 249 Cab. du 17 mai 1945) 281

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1945

- 17 avril — N° 1162 TP. — Arrêté général modifiant l'arrêté général N° 344 TP. du 26 janvier 1943 attribuant au Gouvernement général sept permis de recherche de minerai de chrome au Togo 282
- Modificatif à l'arrêté général N° 191 CM.3 du 15 janvier 1943 relatif à la mobilisation en A.O.F. et au Togo 282

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1944

- 25 novembre — N° 597 TP. — Arrêté portant fixation et arrêtant le projet de budget annexe de l'exploitation du réseau des chemins de fer de l'exercice 1945. 282

1945

11 mai	— No 232 APA. — Arrêté modifiant, en ce qui concerne la composition de la ration des détenus, l'arrêté No 488 du 1 ^{er} septembre 1933 réorganisant le régime pénitentiaire indigène au Togo . . .	283
11 mai	— No 233 F. — Arrêté portant ouverture d'une rubrique nouvelle au budget local du Togo — exercice 1945 — et ouverture de crédit supplémentaire au même budget et exercice . . .	283
11 mai	— No 234 CFT. — Arrêté autorisant un prélèvement sur le fonds de renouvellement du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf . . .	283
15 mai	— No 238 AE/3 — Arrêté fixant le prix de vente de certains produits destinés à la consommation locale . . .	283
15 mai	— No 241 DO. — Arrêté portant création d'un centre local de P.I.F.A.N. au Togo . . .	284
15 mai	— No 242 DO. — Arrêté fixant le fonctionnement de la bibliothèque du centre local de P.I.F.A.N. . .	285
15 mai	— No 247 APA. — Décision désignant le directeur de publication et le comité technique du Journal « Le Togo Français » . . .	286
17 mai	— No 245 IP. — Arrêté accordant délégation de pouvoirs en matière d'approbation de projets et marchés . . .	286
18 mai	— No 250 AE. — Arrêté interdisant la vente de certaines marchandises d'importation . . .	287
19 mai	— No 253 APA. — Arrêté autorisant l'ouverture dans le territoire du Togo d'une tombola, par le comité de patronage institué pour l'organisation des journées nationales des cheminots au Togo. . .	287
19 mai	— No 254 APA. — Arrêté fixant la composition de la commission d'évaluation des réquisitions civiles. . .	287
19 mai	— No 256 APA. — Arrêté fixant le contingent des alcools dénaturés et alcools méthyliques impropres à la consommation de bouche, à admettre à l'importation pour l'année 1945 et déterminant la répartition individuelle de ce contingent . . .	288
19 mai	— No 257 F. — Arrêté portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo — exercice 1944. . .	288
22 mai	— No 259 BM. — Arrêté relatif au maintien de l'ordre public au Togo. . .	288
Personnel		289
Divers		291

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1943

6 novembre	— Ordonnance déterminant les conditions de fixation des salaires des personnels de la marine marchande	295
------------	--	-----

1945

12 mars	— Décret No 45-397 portant application aux inscrits maritimes de P.A.O.F. de l'ordonnance du 6 novembre 1943 déterminant les conditions de fixation des salaires des personnels de la marine marchande	295
---------	--	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Domaines	296
--------------------	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Justice indigène

ARRETE No 247 Cab. du 17 mai 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo, promulgué au Togo le 26 juin 1933, ensemble les textes modificatifs ultérieurs;

Vu le décret du 17 juillet 1944 instituant un code pénal indigène pour P.A.O.F., P.A.E.F., le Cameroun et le Togo, promulgué au Togo le 14 octobre 1944;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 26 juillet 1944 déclarant applicable au Togo le décret du 26 juillet 1944 tendant à modifier le décret du 3 décembre 1931 réorganisant la justice indigène en A.O.F.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 17 mai 1945.

J. NOUTARY.

Décret du 26 juillet 1944.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du commissaire aux colonies et du commissaire à la justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu l'article 4 du décret du 16 novembre 1924 réorganisant la justice française en A.O.F.;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo ensemble les textes modificatifs ultérieurs;

Vu le décret du 17 juillet 1944 instituant un code pénal indigène en A.O.F., A.E.F., au Cameroun et au Togo;

Vu le décret du 26 juillet 1944 tendant à modifier le décret du 3 décembre 1931 réorganisant la justice indigène en A.O.F.;

Vu les recommandations de la conférence africaine de Brazzaville;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 26 juillet 1944 tendant à modifier le décret du 3 décembre 1931 réorganisant la justice indigène en A.O.F. est déclaré applicable au Togo.

Les attributions dévolues par ce décret, soit au gouverneur général, soit aux gouverneurs des colonies subordonnés sont exercées par le Commissaire de la République.

ART. 2. — Le commissaire aux colonies et le commissaire à la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 26 juillet 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

Le Commissaire à la justice,
François DE MENTHON.

Décret du 26 juillet 1944.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du Commissaire aux Colonies et du Commissaire à la justice;

Vu l'article 18 du sénatus consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 4 du décret du 1^{er} décembre 1858;

Vu le décret du 16 novembre 1924, réorganisant la justice française en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 3 décembre 1931, réorganisant la justice indigène en Afrique occidentale française, ensemble les textes modificatifs ultérieurs et notamment l'acte dit « décret du 11 février 1941 »;

Vu le décret du 17 juillet 1944, instituant un Code pénal indigène en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo;

/ Vu les recommandations de la Conférence de Brazzaville;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est validé l'acte de l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat français, dit « décret du 11 février 1941 », qui modifie le décret du 3 décembre 1931, réorganisant la justice indigène en Afrique occidentale française.

ART. 2. — L'article 13 du décret du 3 décembre 1931 susvisé est abrogé.

ART. 3. — Les articles 20, 22 et 27 du décret du 3 décembre 1931 susvisé, tel qu'il a été modifié par les décrets subséquents du 5 juin 1935, du 29 mai 1936, et l'acte dit « décret du 11 février 1941 », sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après :

« Article 20. — Les tribunaux du premier degré siègent au chef-lieu de chaque subdivision ou, à défaut de subdivision, au chef-lieu du cercle et, en outre, dans chaque commune mixte ou de plein exercice.

« Ils sont composés d'un président et de deux assesseurs.

« Le président est :

« a) Dans les subdivisions, le chef de subdivision et, à défaut de subdivision, l'adjoint au commandant de cercle ou un fonctionnaire désigné par le Lieutenant-Gouverneur;

« b) Dans les communes mixtes, l'administrateur-maire ou un fonctionnaire désigné par le Lieutenant-Gouverneur;

« c) Dans les communes de plein exercice, un fonctionnaire désigné par le Lieutenant-Gouverneur.

« Les présidences des tribunaux du premier degré de plusieurs subdivisions, communes mixtes ou communes de plein exercice pourront, en outre, en matière civile et commerciale, être cumulativement confiées par le Chef de la colonie à des fonctionnaires du cadre des Administrateurs des colonies ou du cadre des Services civils, licenciés en droit et spécialisés dans l'étude des coutumes indigènes. Ces fonctionnaires seront assistés d'interprètes affectés à ce service spécial et agréés par le tribunal ».

« Article 22. — Le tribunal du premier degré connaît, en premier et dernier ressort, de toutes les actions dont l'intérêt peut être évalué en argent et n'excède pas 1.500 francs en principal.

« Il connaît, en premier ressort seulement et à charge d'appel devant le tribunal du second degré, des actions de même nature, dont l'intérêt n'excède pas 6.000 francs en principal, ainsi que de tous les litiges dont le taux ne peut être évalué en argent et de ceux relatifs à l'état des personnes, à la famille, au mariage, au divorce, à la filiation ».

« Article 27. — Le tribunal du premier degré connaît de tous les délits et contraventions à charge d'appel pour les délits, devant le tribunal colonial d'appel.

« En matière de contraventions, la Chambre d'annulation connaît des recours en annulation formés pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi ».

ART. 4. — Il est rétabli dans le texte du décret du 3 décembre 1931 susvisé, des articles 37, 38, 39 et 40 ainsi conçus :

« Article 37. — Le Gouverneur général peut instituer par arrêté, auprès des tribunaux du premier degré qu'il désigne, des tribunaux indigènes coutumiers, présidés par un notable indigène assisté d'assesseurs indigènes ».

« Article 38. — L'arrêté d'institution fixe la composition et détermine le fonctionnement des tribunaux indigènes coutumiers. Il fixe également toutes autres matières non réglées par le présent décret.

« Le ressort est, en principe, celui du tribunal du premier degré; toutefois, l'arrêté d'institution peut restreindre ce ressort en désignant notamment les circonscriptions administratives sur lesquelles les tribunaux indigènes coutumiers recevront compétence ».

« Article 39. — (Décret du 3 février 1945).

« Les tribunaux indigènes coutumiers sont compétents à l'égard des indigènes, tels qu'ils sont définis à l'article 2 du présent décret.

« En matière civile et commerciale, les tribunaux indigènes coutumiers connaissent de toutes les actions dévolues au tribunal du premier degré par l'article 22 du présent décret.

« Toutefois, à moins que l'arrêté d'institution n'en ait décidé autrement, les actions relatives à l'état des personnes, à la famille, au mariage, au divorce, à la filiation, sont réservées à la connaissance du tribunal du premier degré, présidé par un fonctionnaire.

« En cas de conflit de coutume, la connaissance des actions civiles est toujours réservée au tribunal du premier degré, présidé par un fonctionnaire.

« En matière répressive, les tribunaux indigènes coutumiers connaissent dans leur ressort, à l'exclusion du tribunal du premier degré, et à moins que l'arrêté d'institution n'en ait décidé autrement, des contraventions de police prévues au livre IV du décret du 17 juillet 1944, instituant un Code pénal indigène pour l'Afrique occidentale française, l'Afrique équatoriale française, le Cameroun et le Togo ».

« Article 40. — Les règles fixées par le présent décret pour les tribunaux du premier degré, en ce qui concerne la procédure et l'appel, sont applicables *mutatis mutandis* aux tribunaux du premier degré pour les matières définies à l'article 39 ci-dessus.

« Toutefois, l'appel est également ouvert au président du tribunal du premier degré, chargé de la surveillance et du contrôle de la juridiction indigène coutumière fonctionnant près de ce tribunal ».

ART. 5. — Les articles 42, 52, 53, 54, 57, 59, 60, 64, 72, 73, 74, 75, 77, 81 et 90 du décret du 3 décembre 1931 susvisé sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après :

« Art. 42. — Le tribunal du deuxième degré statue exclusivement en matière civile et commerciale.

« Il connaît sur appel, en dernier ressort, des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux du premier degré.

« Il connaît, en outre, en premier ressort et à charge d'appel devant le tribunal colonial d'appel, de toutes les affaires pouvant être évaluées en argent et dépassant six mille francs en principal.

« Les règles posées pour l'instruction et le jugement des affaires devant le tribunal du premier degré sont applicables devant le tribunal du deuxième degré ».

« Article 52. — L'instruction terminée, il en transmet les pièces avec un rapport contenant l'exposé des motifs et son avis au magistrat ou fonctionnaire remplissant les fonctions de ministère public près le tribunal colonial d'appel.

« En même temps il avertit l'inculpé de cette transmission et l'informe de son droit d'adresser à la Chambre d'accusation un mémoire qu'il pourra faire rédiger par un avocat défenseur ou toute autre personne de son choix.

« Procès-verbal de cet avertissement est annexé au rapport du commandant de cercle ».

« Article 53. — L'accusé renvoyé devant le tribunal criminel en application de l'article 64 peut se faire assister aux débats par un défenseur de son choix, qui, lorsqu'il n'aura pas la qualité d'avocat défenseur près

la Cour d'appel ou les tribunaux de l'Afrique occidentale française, sera soumis à l'agrément du président de la juridiction saisie.

« Dès réception du dossier et de l'arrêt de renvoi et un mois au moins avant l'audience, le président donne avis à l'accusé de la disposition qui précède, et dresse procès-verbal de sa réponse.

« Il avertit, sans délai par l'intermédiaire du Parquet, l'avocat défenseur choisi par l'accusé.

« Si le défenseur choisi n'est pas inscrit à un barreau de l'Afrique occidentale française, le président peut, par décision motivée, non susceptible de recours, mais obligatoirement jointe au dossier de la procédure, lui refuser l'audience.

« Cette décision doit être motivée à l'accusé au plus tard quinze jours avant l'audience.

« Huit jours avant l'ouverture des débats, à défaut d'acceptation de l'avocat défenseur choisi ou du défenseur choisi et agréé, le président désigne un défenseur d'office parmi les fonctionnaires ou agents européens en résidence dans le cercle, et en donne aussitôt avis à l'accusé. Si cette désignation n'est pas possible, la défense est confiée d'office à un notable indigène.

« La désignation d'un défenseur d'office sera rapportée, en cas de constitution d'un avocat défenseur ou d'agrément, par le président, d'un défenseur du choix de l'accusé, avant l'ouverture de l'audience.

« Le jugement constatera, dans le détail, la stricte observation des dispositions du présent article. Aussitôt après le prononcé du jugement, le président informera le condamné qu'il a le droit de se pourvoir en annulation dans les conditions prévues par l'article 74. De cet avis, qui comportera l'indication précise du délai de pourvoi, il sera fait, au pied ou en marge du jugement, une mention qui sera signée du condamné, ou, s'il est illettré, ce qui devra être indiqué, du secrétaire chargé de la tenue des registres ».

« Article 54. — L'ouverture de chaque session sera fixée par décision du commandant de cercle, président du tribunal criminel. Cette décision sera prise un mois au moins avant l'ouverture de la session et contiendra la liste des affaires qui seront jugées au cours de celle-ci. Elle sera affichée au siège de la résidence.

« Si l'accusé ne comparait pas, il sera procédé par défaut. Si le condamné est repris ou se présente avant que la peine prononcée soit éteinte par la prescription, le jugement par défaut sera anéanti de plein droit et l'affaire sera inscrite au rôle de la première session pour y être jugée suivant la forme ordinaire ».

« Article 57. — Le greffier remet le dossier à lui transmis par le président du tribunal du deuxième degré, au président du tribunal colonial d'appel, qui fixe la date de l'audience à laquelle l'affaire sera appelée et en donne avis aux parties intéressées. Celles-ci ne comparaissent pas, mais peuvent fournir un mémoire ou se faire représenter par un avocat. Le tribunal peut toutefois, avant de statuer au fond, prescrire par arrêt avant dire droit toutes mesures propres à éclairer sa religion et commettre pour y procéder l'un de ses membres ou toute autre personne.

« Il peut également ordonner la comparution personnelle des parties, d'office ou sur leur demande.

« L'arrêt est toujours réputé contradictoire ».

« Article 59. — Dès réception des dossiers d'appel, à lui transmis par le président du tribunal du premier degré, comme il est dit au chapitre premier du présent titre, le Procureur de la République ou le fonctionnaire chargé du Ministère public près le tribunal colonial d'appel, inscrit les affaires au rôle de la première audience utile et en donne aussitôt avis aux parties intéressées. Il communique les dossiers au président huit jours au moins avant la date de ladite audience ».

« Article 60. — Les parties ne comparaissent pas, mais peuvent fournir un mémoire ou se faire représenter par un avocat. Le tribunal statue, sur le rapport d'un de ses membres, le Ministère public entendu. L'arrêt est rendu immédiatement, à moins que le tribunal ne décide de mettre l'affaire en délibéré et renvoyer le prononcé de l'arrêt à une audience ultérieure.

« L'arrêt est toujours réputé contradictoire.

« Il est notifié aux parties à la diligence du Parquet. Avis sera donné au prévenu condamné de son droit de se pourvoir en annulation conformément à l'article 74. Mention de cet avis sera portée au procès-verbal de notification qui sera signé du condamné, ou indiquera que le condamné, illettré, n'a pu y apposer sa signature. Dans ce cas, la mention sera signée du secrétaire chargé de la tenue des registres ».

« Article 64. — Si les faits soumis à son examen constituent un crime, la Chambre d'accusation renvoie l'inculpé devant le tribunal criminel compétent et décerne contre lui, s'il n'est pas détenu, ordonnance de prise de corps. Si les faits, quoique répressibles judiciairement, ne présentent aucun caractère criminel, elle renvoie l'inculpé devant le tribunal du premier degré compétent. Si les faits échappent à toute sanction judiciaire ou s'ils sont insuffisamment établis, elle déclare n'y avoir lieu à suivre contre l'inculpé et ordonne, s'il est détenu, sa mise en liberté ».

« Article 72. — Le pourvoi ne peut être formé que pour incompétence ou violation de la loi. La Chambre, si elle admet le pourvoi, renverra l'affaire, dans le premier cas, devant le tribunal compétent; dans le deuxième cas, indiquera les dispositions du décret qui ont été violées et renverra l'affaire devant la même juridiction qui sera tenue de se conformer aux indications de l'arrêt de la Chambre.

« Si la décision ainsi rendue sur renvoi fait l'objet d'un second pourvoi, la Chambre, si elle admet ce deuxième pourvoi, évoquera l'affaire et statuera définitivement.

« Le pourvoi n'est pas suspensif ».

« Article 73. — La Chambre d'annulation connaît, sur pourvoi, des jugements des tribunaux du premier degré non frappés d'appel dans les délais ci-dessus fixés, des jugements des tribunaux criminels et des arrêts des tribunaux coloniaux d'appel, y compris ceux qui sont rendus par cette juridiction siégeant comme Chambre d'accusation.

« Elle connaît également des pourvois formés pour incompétence, excès de pouvoir, violation de la loi con-

tre les jugements rendus en matière de simple police par les tribunaux du premier degré et les tribunaux coutumiers ».

« Article 74. — Le droit de pourvoi appartient au Procureur général contre les décisions énumérées à l'article précédent, et, au condamné, contre les jugements du tribunal criminel et les arrêts sur le fond du tribunal colonial d'appel siégeant comme juridiction d'appel.

« Le pourvoi est formé par le Procureur général, soit d'office, soit à la demande de l'Administration. Il peut aussi être fait par le magistrat, à la requête des parties. Il est ouvert par acte au greffe de la Chambre d'annulation, dans un délai de six mois à partir de l'expiration du délai d'appel à l'égard des jugements des tribunaux du premier degré, et de leur date, à l'égard des jugements des tribunaux criminels, des arrêts des tribunaux coloniaux d'appel et des jugements de simple police.

« Le condamné exerce son droit de pourvoi par déclaration, écrite ou verbale, qui est annexée ou consignée, soit au jugement, si la décision émane d'un tribunal criminel soit du procès-verbal de notification prévu à l'article 60, s'il s'agit d'un arrêt du tribunal colonial d'appel.

« Toutefois, lorsque le prévenu a été représenté devant le tribunal colonial d'appel par un avocat défenseur, le pourvoi est déclaré au greffe de cette juridiction par cet officier ministériel.

« Le condamné a trois jours francs pour se pourvoir en annulation.

« Ce délai court :

« 1^o — Du prononcé du jugement ou de l'arrêt, si la décision émane d'un tribunal criminel, ou, s'agissant d'un arrêt de tribunal colonial d'appel, si le prévenu a été représenté à l'audience par un avocat défenseur;

« 2^o — De la notification prévue à l'article 60 si le prévenu n'a pas été représenté.

« Le pourvoi du Procureur général peut être basé sur tout moyen de droit ou de fait. Celui du condamné ne peut être formé que pour incompétence ou violation de la loi ».

« Article 75. — Dans le mois qui suit la réception du dossier, le Procureur général le transmet avec ses réquisitions au président de la Chambre d'annulation qui désigne un rapporteur et fixe la date de l'audience à laquelle l'affaire sera examinée.

« Le Procureur général notifie son pourvoi aux parties, dès qu'il l'a déclaré et par les voies les plus rapides.

« S'il s'agit d'une affaire criminelle, le président de la Chambre désigne, à l'accusé non représenté, un avocat d'office ».

« Article 77. — La Chambre peut, soit annuler et renvoyer au premier juge ou au juge compétent, si l'annulation est basée sur l'incompétence, soit évoquer et statuer au fond, soit surseoir à statuer au fond et prescrire par avant dire droit toutes mesures d'information complémentaires utiles, en chargeant l'un de

ses membres ou tout autre fonctionnaire ou personne qualifiée d'y procéder, soit enfin rejeter le pourvoi. Elle peut aussi ordonner la comparution des parties.

« Lorsqu'elle annule et renvoie, elle indique les causes du renvoi et le tribunal saisi est tenu de se conformer aux indications de l'arrêt de la Chambre.

« En matière de simple police, la Chambre évoque et statue ».

« Article 81. — La police de l'audience appartient au président. Tout ce qu'il ordonne pour le maintien de l'ordre est exécuté immédiatement.

« En cas d'infraction non criminelle, commise à l'audience, la juridiction indigène peut la sanctionner, immédiatement ou dresser procès-verbal des faits, décerner mandat de dépôt et renvoyer l'examen de l'affaire à une audience ultérieure.

« En cas de crime commis à l'audience, il est, sur-le-champ, dressé procès-verbal et décerné mandat de dépôt. Ces pièces sont transmises aussitôt au président du tribunal criminel à la disposition de qui est mis le prévenu ».

« Article 90. — Sont réputés définitifs les jugements du tribunal du premier degré qui ne sont pas susceptibles d'appel ou dont il n'a pas été fait appel dans le délai fixé, les jugements du tribunal du deuxième degré siégeant comme juridiction d'appel, les arrêts rendus par le tribunal colonial d'appel en matière civile et commerciale, les arrêts rendus par le tribunal colonial d'appel en matière répressive et les jugements du tribunal criminel non frappés de pourvoi par le condamné dans le délai de trois jours francs prévu à l'article 74, sous réserve, en ce qui concerne les jugements du tribunal criminel, des dispositions relatives aux condamnations à mort.

« Toutefois, en matière répressive, l'exécution des jugements et arrêts est suspendue pendant toute la durée de la procédure devant la Chambre d'annulation. Le prévenu condamné à une peine d'emprisonnement ou d'interdiction de séjour est cependant gardé en état de détention jusqu'au jour où cette procédure est terminée. Si elle se termine par un acquittement ou par une peine d'interdiction de séjour ou d'emprisonnement égale ou inférieure à la détention subie, il est remis en liberté immédiatement. Dans le cas contraire, la durée de la détention préventive est comprise dans la durée de la condamnation définitive. Il en est de même lorsqu'il est fait appel devant le tribunal colonial d'appel d'un jugement répressif du tribunal du premier degré.

« Les personnes ainsi maintenues en état de détention préventive à la suite d'une condamnation soumise à la procédure de l'appel ou de l'annulation, peuvent être astreintes à un travail compatible avec leur condition.

« De toute façon, la durée de la détention préventive est décomptée à partir du jour du mandat de dépôt, et défalquée de la durée de la condamnation ».

ART. 6. — Le Commissaire aux Colonies et le Commissaire à la Justice sont chargés, chacun en ce qui

le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 26 juillet 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le commissaire à la justice,

François de MENTHON.

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

Personnel

ARRETE N° 260 CAB. du 23 mai 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'ordonnance du 4 septembre 1943 relative aux fonctionnaires et agents civils des cadres métropolitains, promulguée au Togo le 6 novembre 1943;

Vu l'arrêté général n° 1333/AP. du 2 mai 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance du 14 novembre 1944 instituant la révision des nominations sur titres et des promotions aux choix intervenues depuis le 17 juin 1940.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 23 mai 1945.

J. NOUTARY.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin 1944 et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 4 septembre 1943 relative aux fonctionnaires et agents des cadres métropolitains;

Vu l'ordonnance du 11 octobre 1944 additionnelle à l'ordonnance du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Sans préjudice de l'application des dispositions de l'ordonnance du 27 juin 1944 relative à l'épuration administrative, toutes les nominations faites sur titres ou par application de textes permettant de procéder au recrutement de fonctionnaires par dérogation aux conditions exigées par le statut de l'administration intéressée, intervenues entre le 17 juin

1940 et la date de la libération du territoire, pourront être soumises à révision pendant une période qui prendra fin le 31 janvier 1945.

Les nominations qui n'auront pas fait l'objet d'une décision d'annulation avant le 31 janvier 1945 seront considérées comme confirmées.

ART. 2. — Les fonctionnaires ou agents dont les nominations auront été annulées par application des dispositions de l'article 1^{er} ci-dessus cesseront leurs fonctions au jour de la notification qui leur sera faite de la décision d'annulation.

Ils pourront être admis par décision motivée du ministre intéressé, à percevoir pendant une période de trois mois à compter de la cessation de leurs fonctions, le montant de leurs traitements à l'exclusion de toutes indemnités de fonctions ou représentatives de frais et augmentés éventuellement de toutes rémunérations ou allocations pour charges de famille.

ART. 3. — Toutes les promotions de grades ou de classes autres que celles prononcées compte tenu uniquement de l'ancienneté de fonctionnaire, et intervenues entre le 17 juin 1940 et la date de la libération du territoire pourront être soumises à révision pendant une période qui prendra fin le 31 janvier 1945.

Les promotions qui n'auront pas fait l'objet d'une décision d'annulation avant le 31 janvier 1945 seront considérées comme confirmées.

ART. 4. — Les fonctionnaires ou agents dont les promotions auront été annulées par application des dispositions de l'article 3 ci-dessus seront, à dater du jour où cette décision leur aura été notifiée, replacés dans le grade ou la classe occupé avant la promotion dont ils ont été l'objet et avec l'ancienneté dont ils bénéficieraient s'ils étaient demeurés dans ce grade ou cette classe.

Ils seront dispensés du reversement de la différence entre le traitement afférent au grade ou à la classe qu'ils occupaient depuis la promotion annulée et celui ou celle qu'ils occupaient antérieurement à celle-ci.

ART. 5. — Pour l'application de la présente ordonnance la date de la libération du territoire sera fixée pour chaque région par décret rendu sur la proposition du ministre de l'intérieur ou du commissaire régional de la République.

ART. 6. — Les décisions d'annulation prononcées par application des articles 1^{er} et 3 de la présente ordonnance seront prises par arrêté du ministre intéressé, après avis d'une ou plusieurs commissions dont la composition et le fonctionnement sont fixés par arrêtés ministériels.

Les commissions ne pourront être saisies que par le ministre intéressé.

ART. 7. — L'article 5 de l'ordonnance du 4 septembre 1943 est abrogé.

ART. 8. — Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux personnels militaires dépendant des ministres de la guerre, de l'air, de la marine ou des colonies.

ART. 9. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 14 novembre 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre d'Etat

Jules JEANNENEY.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
François de MENTHON.

Le Ministre des affaires étrangères,
Georges BIDAULT.

Le Ministre de l'intérieur,
A. TIXIER

Le Ministre de la Guerre,
André DIETHELM.

Le Ministre de la marine,
Louis JACQUINOT.

Le Ministre de l'Air,
Charles TILLON.

Le Ministre de l'éducation nationale,
René CAPITANT.

Le Ministre des Colonies,
ministre des finances par intérim,
R. PLEVEN.

Le Ministre de la production industrielle,
Robert LACOSTE.

Le Ministre de l'agriculture,
TANGUY-PRIGENT.

Le Ministre du ravitaillement,
P. GIACOBBI.

Le Ministre des Colonies,
R. PLEVEN.

Le Ministre de l'Economie nationale,
Pierre MENDES-FRANCE.

Le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale,
ministre des travaux publics et des
transports, par intérim,
Alexandre PARODI.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,
Augustin LAURENT.

Le Ministre de l'Information,
Pierre-Henri TEITGEN.

Le Ministre de la Santé publique,
François BILLOUX.

Le Ministre des Prisonniers,
Déportés et Réfugiés,
Henri FRENAY.

Le Ministre, Délégué en Afrique du Nord,
CATROUX.

Caisse intercoloniale de retraites**ARRETE** N° 255 CAB. du 19 mai 1945.LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 organique de la caisse intercoloniale de retraites, promulgué au Togo le 7 décembre 1928, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté général N° 1304 du 28 avril 1945;

ARRETE :**ARTICLE PREMIER.** — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 45-217 du 12 février 1945 portant répartition de la contribution supplémentaire des colonies au service financier de la caisse intercoloniale de retraites pour l'année 1945.**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mai 1945.

J. NOUTARY.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental;

Vu la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 portant création de la caisse intercoloniale de retraites et les textes subséquents qui l'ont modifié ou complété, notamment le décret du 31 décembre 1937;

Vu la délibération du conseil d'administration de la caisse intercoloniale de retraites en sa séance du 27 décembre 1944;

DECRETE :**ARTICLE PREMIER.** — Le montant global des contributions supplémentaires dues au service financier de la caisse intercoloniale de retraites pour l'année 1945 par les colonies est fixé à 39 millions de francs.**ART. 2.** — La répartition de cette somme est fixée ainsi qu'il suit entre les colonies :

Togo 105.573 frs.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 février 1945.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.**C. F. T.****Budget annexe**
(Exercice 1945)**ARRETE** N° 248 CAB. du 17 mai 1945.LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général N° 1279/AP. du 27 avril 1945;

ARRETE :**ARTICLE PREMIER.** — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 45-330 du 3 mars 1945 approuvant le budget annexe de l'exploitation du Chemin de Fer et du Wharf du Togo pour l'exercice 1945.**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 17 mai 1945.

J. NOUTARY.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes modificatifs subséquents;

Vu le projet de budget des transports de l'Afrique occidentale française, exercice 1945, arrêté par le gouverneur général en conseil de gouvernement le 9 décembre 1944;

Vu le projet de budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, exercice 1945, arrêté par le commissaire de la République en conseil d'administration le 25 novembre 1944;

DECRETE :**ART. 2.** — Est approuvé le budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1945 arrêté, en recettes et en dépenses, à 50.052.600 francs.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 mars 1945.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Colonies,

P. GIACOBBI.

Législation

Destruction de documents publics ou privés

ARRETE N° 249 CAB. du 17 mai 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général N° 1148/AP. du 17 avril 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1° — l'ordonnance n° 45.369 du 10 mars 1945 rendant applicables dans les territoires relevant du ministère des colonies les dispositions de l'article 1er de l'ordonnance du 4 décembre 1944 réprimant la destruction de certains documents (modification de l'article 85 du code pénal);

2° — le décret n° 45.454 du 19 mars 1945 rendant applicables dans les colonies relevant du ministère des colonies, autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance du 4 décembre 1944 précitée (modification de l'article 439 du code pénal).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 17 mai 1945.

J. NOUTARY.

ORDONNANCE du 10 mars 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du Ministre des Colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 85, du Code pénal, modifié par le décret-loi du 29 juillet 1939;

Vu l'article 439 du Code pénal;

Vu l'ordonnance du 4 décembre 1944, réprimant la destruction de certains documents;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarées applicables dans les territoires relevant du Ministère des Colonies les dispositions de l'article premier de l'ordonnance du 4 décembre 1944, réprimant la destruction de certains documents.

ART. 3. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 10 mars 1945.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

François de MENTHON,

Le Ministre des Colonies,

P. GIACOBBI.

DECRET du 19 mars 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du Ministre des Colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'ordonnance du 4 décembre 1944, réprimant la destruction de certains documents;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarées applicables dans les colonies relevant du Ministère des Colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance du 4 décembre 1944, réprimant la destruction de certains documents.

ART. 2. — Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et le Ministre des Colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 mars 1945.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République française,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

François de MENTHON,

Le Ministre des Colonies,

P. GIACOBBI.

ORDONNANCE du 4 décembre 1944.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu les articles 75 à 86 du Code pénal, modifiés par le décret-loi du 29 juillet 1939;

Vu l'article 439 du Code pénal;

Vu le décret du 22 novembre 1944, relatif à l'exercice de la présidence du Gouvernement provisoire de la République française pendant l'absence du Général de Gaulle;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le premier alinéa de l'article 85 du Code pénal est complété par un paragraphe 4^o ainsi conçu :

« 4^o — Qui sciemment détruira, soustraira, recèlera, dissimulera ou altèrera un document public ou privé de nature à faciliter la recherche du crime ou du délit, la découverte des preuves ou le châtement de ses auteurs ».

ART. 2. — Le premier alinéa de l'article 439 du Code pénal est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Quiconque aura volontairement brûlé ou détruit, d'une manière quelconque, des registres, minutes ou actes originaux de l'autorité publique, des titres, billets, lettres de change, effets de commerce ou de banque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge.

« Quiconque aura sciemment détruit, soustrait, recélé, dissimulé ou altéré un document public ou privé de nature à faciliter la recherche des crimes et délits, la découverte des preuves ou le châtement de leur auteur sera, sans préjudice des peines plus graves prévues par la loi, puni ainsi qu'il suit ».

(Le reste sans changement).

ART. 3. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 4 décembre 1944.

Jules JEANNENEY.

Par le Gouvernement Provisoire de la République française,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

François DE MENTHON.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Mineral de chrome

N^o 1162 TP. — Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

17 avril 1945. — L'article 2 de l'arrêté du 26 janvier 1943 attribuant au Gouvernement général sept permis de recherche de mineral de chrome au Togo est modifié ainsi qu'il suit :

« Ces permis seront inscrits sur le registre spécial de la Direction des Mines sous les numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, et 7.

« Leur durée est de trois ans pour compter du 1^{er} octobre 1942 ».

Mobilisation en A. O. F. et au Togo

MODIFICATIF à l'arrêté N^o 191/cm. 3 du 15 janvier 1943 relatif à la mobilisation en A.O.F. et au Togo.

ARTICLE 6. — Au lieu de :

Jusqu'à nouvel ordre, l'appel des réservistes appartenant à la classe de mobilisation 1923 et aux classes antérieures ne devant pas intervenir prochainement, il n'y a pas lieu de présenter des demandes d'appel différé en faveur de ces réservistes.

Lire :

Les réservistes appartenant à la classe de mobilisation 1929 et aux classes antérieures n'étant pas rappelés sous les drapeaux, il n'y a pas lieu de présenter des demandes d'appel différé en leur faveur.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

C. F. T.

Budget annexe

Exercice 1945

ARRETE N^o 597 TP. du 25 novembre 1944.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le rapport du Directeur du Réseau des Chemins de Fer et du Wharf en date du 16 novembre 1944 au Comité de Réseau et au Conseil Economique du Réseau;

Sous réserve de l'approbation ultérieure par décret;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le projet de budget de l'Exploitation des Chemins de Fer du Togo et du Wharf de Lomé pour l'exercice 1945 est fixé et arrêté en recettes et en dépenses à Cinquante Millions Cinquante Deux Mille Six Cents Francs (50.052.600 francs).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 novembre 1944.

J. NOUTARY.

(Approuvé par décret du 3 mars 1945 (J.O. Togo du 1^{er} juin 1945 — Page 280).

Régime pénitentiaire**ARRETE** N° 232 APA. du 11 mai 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 488 du 1^{er} septembre 1933 réorganisant le régime pénitentiaire indigène au Togo;

Vu les avis du Procureur de la République, du Directeur local de la Santé Publique et du Président de la commission de surveillance des prisons;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 26 de l'arrêté n° 488 du 1^{er} septembre 1933 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

La ration journalière comprend, par détenu :

1^{re} — L'un des produits suivants :

Igname	1 kg. 500 grs.
Mil ou maïs	750 —
Haricots ou farine de manioc	600 —
Riz	500 —

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mai 1945.

J. NOUTARY.

Assistance sociale**Secours à la Commune de Condé-Folie****ARRETE** N° 233 F. du 11 mai 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment l'article 81;

Vu le décret du 14 février 1945 portant approbation du budget local du Togo — exercice 1945;

Vu le radiotélégramme officiel n° 141 cab./4 du 14 avril 1945 du Haut-Commissaire de la République au Togo;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert au chapitre XXII du budget local du Togo — exercice 1945, une nouvelle rubrique désignée comme suit :

SECTION DEUXIÈME**Dépenses extraordinaires**

Article 3 bis. (nouveau) — Secours à la commune de Condé-Folie : 1.000.000 francs.

ART. 2. — Il sera pourvu à la réalisation de ce crédit supplémentaire de 1.000.000 de francs par un prélèvement exceptionnel du même montant sur les fonds libres de la caisse de réserve du Territoire dont il sera fait recette à la section deuxième du budget local — exercice 1945.

CHAPITRE IX**Recettes extraordinaires diverses**

Article 4. (nouveau) — Secours à la commune de Condé-Folie : 1.000.000 francs.

ART. 3. — Le présent arrêté rendu provisoirement exécutoire, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mai 1945.

J. NOUTARY.

Budget C. P. T.**Fonds de renouvellement**

N° 234 CFT. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo pris en conseil d'administration le :

11 mai 1945. — Est autorisé le prélèvement de la somme de Quatre Cent Vingt Deux Mille Francs (422.000 frs.) sur le compte du fonds spécial : Fonds de renouvellement du budget de l'Exploitation du Chemin de fer et du Wharf du Togo, afin de permettre le paiement des dépenses inscrites aux chapitres IV — IV bis — IV ter.

Surveillance des prix**Produits vivriers****ARRETE** N° 238 AE/3. du 15 mai 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 sur la réglementation des prix;

Vu l'arrêté 271 AE. du 22 mai 1944 fixant les prix de vente des produits destinés à la consommation locale;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés comme suit les prix de vente à Lomé des produits destinés à la consommation locale :

	Prix de gros sur wagon Lomé	Prix de vente au détail à Lomé
	frs.	frs.
Maïs — (le kilog.)	2,50	2,75
Mil (le kilog.)	3,—	3,30
Riz décortiqué (le kilog.) .	11,—	12,—
Riz paddy (le kilog.) . . .	6,—	6,50
Igname (le kilog.)	2,35	2,80
Haricots secs (le kilog.) .	7,—	7,70

ART. 2. — Sont abrogées toutes dispositions contraires de l'arrêté 271 du 22 mai 1944 susvisé.

ART. 3. — Les prix ci-dessus sont affichés par les soins de l'administrateur-maire dans les halles et les marchés de la ville.

ART. 4. — Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 5. — Le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions et des P.T.T. ainsi que dans les autres lieux publics.

Lomé, le 15 mai 1945.

J. NOUTARY.

Institut français d'Afrique Noire

ARRETE No 241 DG. du 15 mai 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté No 529 du 23 septembre 1937 créant un service de la Documentation Générale;

Vu l'arrêté général no 4238/IFAN du 15 décembre 1943 organisant les centres locaux de l'IFAN;

Sur la proposition du Chef du service de la Documentation générale;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé dans le territoire du Togo un centre local IFAN dont les attributions et le fonctionnement sont déterminés ci-après :

ART. 2. — Le Centre local assure le fonctionnement des diverses activités de l'IFAN. Il y exécute les recherches prescrites par le directeur de l'IFAN, sert

de point d'attache au personnel du Centre fédéral en tournée dans la colonie comme aux chargés de mission officiellement agréés par l'IFAN, constitue l'organisme de liaison entre les correspondants locaux et entre ceux-ci et le Centre fédéral.

ART. 3. — Le Centre local assure la gestion, l'entretien, le classement et l'accroissement du fonds d'archives et de la bibliothèque du Territoire, rattachés à l'IFAN. Il assure la gestion, l'entretien, le classement et l'accroissement d'un musée local, historique, ethnologique et scientifique. Il peut organiser des expositions temporaires, des cours ou des conférences sur des sujets ayant trait au programme général de l'IFAN.

ART. 4. — Le Centre local constitue, à l'échelle du Territoire, un Centre de documentation scientifique établi sur le même plan que celui du Centre fédéral.

ART. 5. — Le Centre local contrôle la conservation et l'entretien des monuments ou sites historiques et objets classés; il peut, dans le cas de monuments, sites ou objets appartenant à l'Etat, à la colonie ou à toute autre collectivité publique, s'en voir confier la gestion. Son directeur est de droit membre de la commission des sites et monuments naturels (décret du 25 août 1937, promulgué par arrêté du 13 octobre 1937).

ART. 6. — Le directeur du Centre ou son représentant est l'expert officiel du Territoire en tout ce qui concerne l'application des règlements en vigueur concernant 1^o — l'exportation des objets non classés d'intérêt historique, archéologique ou artistique 2^o — les fouilles et découvertes.

ART. 7. — Le Centre local organise une section des arts indigènes chargée de l'inventaire artistique du Territoire et du recensement des artistes indigènes.

Il encouragera les artistes au respect des styles locaux authentiques et à la reproduction de leurs meilleurs modèles; des règlements spéciaux lui permettront d'accorder, après contrôle, une approbation officielle aux œuvres présentant un degré suffisant de qualité technique et de fidélité aux traditions artistiques locales.

La section des arts indigènes peut, dans le cadre du Territoire, provoquer la création d'une société mutuelle des artistes indigènes destinée, sous le contrôle de l'IFAN, à aider ceux-ci dans le maintien de leurs traditions comme dans l'organisation de la vente de leurs productions.

ART. 8. — La composition du personnel des Centres locaux est déterminée d'après les nécessités locales après avis du directeur de l'IFAN.

Le personnel des centres locaux relève pour toute question d'ordre scientifique ou technique du directeur de l'IFAN qui prescrit ou autorise les travaux, enquêtes ou recherches scientifiques, missions, fouilles travaux de restauration, achats de collections, etc...

Le personnel des centres locaux relève disciplinairement de l'autorité du Commissaire de la République.

ART. 9. — Le service de la Documentation Générale créé par l'arrêté n° 529 du 23 septembre 1937 susvisé est rattaché au Centre local IFAN.

ART. 10. — Le personnel en service à la Documentation Générale est mis à la disposition du Centre local de l'IFAN.

ART. 11. — Le matériel en service à la Documentation Générale sera, après inventaire, cédé dans les formes réglementaires au centre local.

ART. 12. — Le local occupé par le Service de la Documentation Générale est mis à la disposition du Centre local.

ART. 13. — Le Secrétaire général du Commissariat de la République au Togo et le Directeur de l'IFAN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 mai 1945.

J. NOUTARY.

ARRETE N° 242 DG. du 15 mai 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 529 du 23 septembre 1937 créant un service de la Documentation générale;

Vu l'arrêté N° 241/DG. du 15 mai 1945 portant création d'un centre local de l'IFAN. au Togo;

Vu l'arrêté N° 69/F. du 5 février 1944 sur l'indemnité de responsabilité;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La Bibliothèque du Centre local de l'IFAN est destinée à constituer un fonds d'ouvrages de documentation et d'étude destinés aux services administratifs et au public. Accessoirement les bibliothèques pourront constituer une collection d'ouvrages de lecture courante dont le prêt sera soumis à une réglementation particulière.

ART. 2. — Consultation des ouvrages de documentation et d'étude :

1^{re} — sur place : elle est gratuite et soumise seulement au règlement intérieur de bibliothèque;

2^{de} — Prêt à l'extérieur : En sont exclus : 1^{er} — les ouvrages de référence (dictionnaires, atlas, bibliographies, annuaires) classés dans la série des usuels; 2^o — les périodiques; 3^o — les brochures ou documents manuscrits, dactylographiés ou ronéotypés; 4^o — les ouvrages précieux du fonds réserve; 5^o — les ouvrages vieux de plus de 25 ans.

Le prêt est gratuit pour les services administratifs. Le prêt à domicile est autorisé aux particuliers résidant dans la même ville que la bibliothèque, moyennant le versement d'un cautionnement de 250 francs déposé contre reçu entre les mains du bibliothécaire — donnant droit à l'emprunt d'un seul volume.

Le dépôt d'une somme de 500 francs donne droit à l'emprunt simultané de deux volumes — ce dernier chiffre étant un maximum.

Le délai du prêt est de un mois. Passé ce délai une amende de 1 franc par jour de retard sera perçue par prélèvement sur le cautionnement en dépôt.

Le réemprunt d'un même ouvrage est possible une fois (portant à 2 mois la durée maximum du prêt) mais pour être valable doit être effectué avant l'expiration du délai d'emprunt précédent.

ART. 3. — Prêt des ouvrages dits de lecture courante, (romans, etc..) :

Le prêt des ouvrages dits de « lecture courante » (romans, etc..) est soumis à l'achat d'une carte de prêt dont le prix fixé à 25 francs donne droit à l'emprunt de 50 ouvrages successivement et au dépôt en caution d'une somme de 100 francs. Il ne pourra être cautionné plus de 3 ouvrages simultanément.

Le délai du prêt est de 15 jours. Au bout de ce temps les ouvrages non restitués sont considérés comme faisant l'objet d'un nouveau prêt. Aucun livre, toutefois, ne pourra être conservé par l'abonné plus de 2 mois.

Passé ce délai une amende de 1 franc par jour de retard sera perçue par prélèvement sur le cautionnement en dépôt.

ART. 4. — Les cautionnements abandonnés sont acquis à la Bibliothèque : sont considérés comme tels ceux qui n'ont pas été réclamés dans le délai de 1 an après le dernier emprunt effectué par le déposant.

ART. 5. — L'accès à la Bibliothèque est libre à tous sauf aux enfants au-dessous de 16 ans. Le bibliothécaire pourra demander aux personnes fréquentant la salle de lecture de lui faire connaître leur identité. De même il pourra exclure de la salle les personnes qui causeraient du scandale.

Il est interdit aux lecteurs de prendre eux-mêmes les livres dans les rayons. Le bibliothécaire peut refuser de communiquer aux jeunes lecteurs les livres qui lui paraissent présenter des inconvénients.

Il est interdit aux lecteurs d'insérer sur les ouvrages des annotations même au crayon ou de calquer les documents.

Tout lecteur qui aura volontairement détérioré un ouvrage en prélevant des gravures, cartes ou plans, ou en lacérant des pages, sera poursuivi devant les juridictions compétentes. Il lui sera réclamé des dommages-intérêts égaux à la valeur entière de l'ouvrage.

Le règlement intérieur pourra être complété le cas échéant par une note du directeur du Centre local.

ART. 6. — Registres à tenir. — Le bibliothécaire tient :

1^o — un registre d'inventaire sur lequel sont inscrits suivant un numérotage ininterrompu tous les ouvrages aussitôt qu'ils sont déposés.

2^o — un registre des réclamations et des desiderata où les lecteurs seront admis à formuler toutes observations qu'ils jugeront utiles sous réserve qu'elles soient décentes.

ART. 7. — Pour permettre l'encaissement et le remboursement des cautionnements, amendes ou retenues, le Centre local sera doté de deux caisses.

1^o — une caisse d'agence intermédiaire du Trésor pour percevoir les redevances diverses dues par les particuliers à l'occasion des prêts de livres.

Les recettes seront les suivantes :

a) cautionnement pour prêts d'ouvrages;
b) — amendes;
c) — redevances effectuées d'office sur le montant du cautionnement et en général toute redevance due par un particulier au titre Centre local de l'IFAN.

d) — vente des cartes de prêt de livres de lecture courante.

2^o — une caisse de menues dépenses destinée notamment à permettre le remboursement aux particuliers des cautionnements et de façon générale de toute somme qui pourrait être due au titre de prêt de livres.

ART. 8. — Le montant maximum de l'encaisse (Caisse de menues recettes) ou de l'avance (Caisse de menues dépenses) sera fixé dans chaque cas par décision. L'avance pour menues dépenses sera renouvelée au titre des dépenses du budget local (Chapitre 13 — 10 — 1).

La tenue de ces deux caisses s'effectuera conformément aux règlements financiers, savoir :

1^o — pour la Caisse d'agence intermédiaire chaque versement donne lieu à délivrance d'un récépissé détaché d'un carnet à souche et inscription sur un livre journalier.

Chaque fois que le maximum autorisé sera atteint, l'agent intermédiaire versera ses recettes au Trésor. De toutes façons chaque mois la Caisse devra être épuisée par versement au Trésor des recettes quel qu'en soit le chiffre.

2^o — Caisse de menues dépenses : Toute dépense est inscrite à un livre journal. Le gérant de la caisse d'avance donnera justification lorsqu'il demandera le renouvellement de l'avance, de l'emploi de la précédente par des reçus détachés d'un carnet à souche ou par le reversement de la fraction inutilisée et par la présentation des pièces justificatives réglementaires prévues.

ART. 9. — Indépendamment de ces deux caisses qui se rapportent exclusivement au fonctionnement de la bibliothèque il sera créé dans le Centre local une caisse de menues dépenses destinée au besoin du service.

ART. 10. — L'agent intermédiaire et les gérants des caisses de menues dépenses auront droit à l'indemnité de responsabilité suivant les modalités prévues par l'arrêté n° 69/F. du 5 février 1944.

ART. 11. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 mai 1945.

J. NOUTARY.

Presse

Par décision n° 247 APA. du :

15 mai 1945. — M. Larrère, gérant du « Togo Français » prend le titre de directeur de publication conformément aux prescriptions de l'article 15 de l'ordonnance du 26 août 1944.

Conformément aux prescriptions de l'article 16 de l'ordonnance précitée, le comité technique du Journal « Le Togo Français » est composé comme suit :

M.M. Larrère, directeur de publication

Rives, rédacteur

R.P. Moulin, directeur de l'imprimerie locale.

Marchés

ARRETE N° 245 TP. du 17 mai 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 18 novembre 1882, relatif aux marchés passés au nom de l'Etat, modifié par les décrets du 23 août 1919 et 2 avril 1927, rendus applicables aux colonies par décrets des 26 octobre 1898, 7 janvier 1920 et 23 août 1927;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu les clauses et conditions générales pour les fournitures de toutes espèces à exécuter en vertu de marchés passés par l'administration dans le territoire du Togo, placé sous le mandat de la France, rendus applicables au Togo par arrêté N° 489 du 25 août 1938;

Vu le décret du 19 mai 1939, portant réorganisation des chemins de fer coloniaux;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Chef du Service des Travaux Publics, Vice-Président du comité du Réseau du Togo, reçoit délégation de pouvoirs en matière d'approbation de projets et de marchés s'exécutant sur les fonds du budget annexe du chemin de fer et du wharf, dans les limites, ci-après :

1^o — Jusqu'à 150.000 francs pour les projets y compris mémoires, devis, plans, dessins et cahiers des charges, concernant les travaux neufs et grosses réparations y compris l'extension et le renouvellement des installations et du gros outillage;

2^o — Jusqu'à 1.000.000 francs, pour les marchés de travaux ou de fournitures passés de gré à gré, y compris marchés de fournitures et de transports relatifs à l'exécution en régie des travaux neufs ou de grosses réparations.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 mai 1945.

J. NOUTARY.

Marchandises d'importation**ARRETE N° 250 AE. du 18 mai 1945.**LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 16 avril 1924;

Vu la loi du 14 mars 1942;

Vu l'arrêté général n° 2774 S.E. du 7 août 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter de la publication du présent arrêté et jusqu'à nouvel ordre, sont bloquées les marchandises suivantes récemment reçues par la maison F.A.O. :

Filtre siphon « Esser »

Casques « Abidjan » et « Gabon ».

ART. 2. — Les ventes seront effectuées suivant modalités fixées par le Chef du Bureau des Affaires Economiques.

ART. 3. — Toute infraction au présent arrêté est passible des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, des P.T.T. et tous autres lieux publics.

Lomé, le 18 mai 1945.

*Pour le Commissaire de la République en tournée,**Le Secrétaire Général
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*H. GAUDILLOT.**Journées Nationales des Cheminots****Tombola****ARRETE N° 253 APA. du 19 mai 1945.**LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'article 410 du code pénal;

Vu le décret du 15 janvier 1853 portant application aux colonies de la loi du 21 mai 1826 portant prohibition des loteries;

Vu le décret du 4 août 1853 rendant applicable aux colonies l'ordonnance du 29 mai 1844 concernant les loteries d'objets mobiliers, exclusivement destinées à des œuvres de bienfaisance et à l'encouragement des arts;

Vu le décret du 22 mai 1924 rendant applicables au Togo les lois et décrets promulgués en A.O.F. avant le 1^{er} janvier 1924;

Vu l'arrêté N° 252 APA. du 19 mai 1945 portant institution à Lomé d'un Comité de patronage pour l'organisation des journées nationales des Cheminots au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Comité de Patronage, institué par l'arrêté n° 252 /APA. du 19 mai 1945 susvisé, est autorisé à organiser une tombola dont le produit sera versé intégralement au profit des œuvres d'assistance aux Cheminots Victimes de la guerre.

ART. 2. — Le nombre de billets dont l'émission est autorisée et dont la vente ne pourra s'effectuer que dans le territoire du Togo est fixé à cinq mille au maximum.

ART. 3. — Le prix des billets est fixé à dix francs.

ART. 4. — La vente des billets aura lieu du 20 mai au 12 juin 1945.

ART. 5. — Le tirage de la tombola aura lieu, à Lomé, le 15 juin 1945, sous le contrôle de l'administrateur-maire de Lomé, qui pourra faire intervenir dans cette opération la présence de délégués ou commissaires agréés par lui.

ART. 6. — Le montant des lots offerts ne devra pas être inférieur en valeur au quart des billets émis.

ART. 7. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mai 1945.

J. NOUTARY.**Réquisitions civiles**

N° 254 APA. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

19 mai 1945. — La composition de la commission instituée par l'article 2 de l'arrêté local n° 381 APA. du 9 juillet 1943, pour l'évaluation des indemnités dues à la suite de réquisitions civiles, est fixée comme suit :

M. Gaudillot, secrétaire général	Président
M.M. Sanson, chef du bureau des finances,	Membres
Bérard, chef du bureau des affaires économiques,	
Dole, agent fondé de pouvoirs de la Cie F.A.O., représentant le commerce	
Charles, directeur de l'UNELCO, représentant l'industrie	
Augustino de Souza, représentant l'agriculture,	

Toutes dispositions antérieures contraires sont abrogées.

Alcools**ARRETE** N° 256 APA. du 19 mai 1945.LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1929 portant réglementation de l'alcool dans le territoire du Togo;

Vu la lettre N° 96 en date du 4 mai 1945 du président de la Chambre de Commerce de Lomé;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :**ARTICLE PREMIER.** — Le contingent à l'importation des alcools dénaturés et alcools méthyliques impropres à la consommation de bouche est fixé, pour l'année 1945 à six mille six cents litres.**ART. 2.** — La répartition de ce contingent est fixée pour l'année 1945 ainsi qu'il suit :

Société Anonyme G.B. Ollivant	900 litres
John Holt & Co Ltd	800 —
Compagnie Française de l'Afrique Occidentale	950 —
The United Africa Company Ltd	950 —
Société Commerciale de l'Ouest Africain	950 —
Société Générale du Golfe de Guinée	950 —
R. Eychenne	800 —
Ecole Professionnelle	300 —
	6.600 —

ART. 3. — Sont exclus du contingent les alcools dénaturés introduits par les divers services administratifs et notamment le service de Santé.**ART. 4.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mai 1945.

J. NOUTARY.

Ouverture de crédits.**ARRETE** N° 257 F. du 19 mai 1945.LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et notamment l'article 81 modifié par le décret du 19 janvier 1935;

Vu le décret du 7 janvier 1944 portant approbation du budget local du Togo — exercice 1944;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

ARRETE :**ARTICLE PREMIER.** — Sont ouverts au budget local du Togo, exercice 1944 les crédits supplémentaires suivants :**CHAPITRE III***Haut-Commissariat et Commissariat de la République (Matériel)***ARTICLE 3.** — *Commissariat de la République (Service intérieur de l'hôtel)*

Parag. 5. — Achat et entretien du linge et mobilier de l'Hôtel 70.000,—

Parag. 6. — Habillement gens de service 15.000,—

Total du chapitre III 85.000,—

CHAPITRE XII*Services d'Intérêts Social et Economique***ART. 8.** — Enseignement libre . . . 300.000,—**CHAPITRE XVII***Dépenses imprévues***Art. 4.** — Dépenses des exercices clos . 40.000,—**ART. 2.** — L'ouverture de ces crédits supplémentaires sera gagée par une annulation correspondante au :**CHAPITRE XI***Travaux Publics***Art. 2.** — Grosses réparations . . 425.000,—**ART. 3.** — Le présent arrêté, rendu provisoirement exécutoire, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mai 1945.

J. NOUTARY.

Ordre public — Police**ARRETE** N° 259 BM. du 22 mai 1945.LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté local N° 630 en date du 3 décembre 1937, relatif à la participation de l'armée au maintien de l'ordre public dans le territoire du Togo;

ARRETE :**ARTICLE PREMIER.** — Les militaires de la gendarmerie ont le devoir de signaler au commandant d'armes les infractions qu'ils ont constatées au cours de leurs divers services.**ART. 2.** — Il est rappelé qu'ils sont soumis aux règles de la discipline générale; ils concourent d'après les ordres du commandant d'armes à l'exécution des mesures de police militaire. Les chefs de brigade ne

sont tenus de lui rendre compte des ordres qu'ils reçoivent en dehors de lui que lorsque ces ordres intéressent le service ou la sécurité de la garnison.

Pour tous les actes de police civile, ils dépendent de M. le Commissaire de la République au Togo par l'intermédiaire du chef du bureau militaire et du commandant des forces de police du Togo.

ART. 3. — Les chefs de brigade feront connaître au commandant d'armes les événements qui peuvent intéresser l'ordre public dans la garnison. Ils donneront des instructions nécessaires afin que les auxiliaires placés sous les ordres, n'exercent pas des violences non permises par la loi. Toute exaction sera très sévèrement sanctionnée.

ART. 4. — Au Togo, territoire sous mandat, le maintien de l'ordre incombe à la police, aux formations de milice, aux détachements de gardes indigènes, à la gendarmerie et subsidiairement aux troupes de ligne (troupes de toutes armes, y compris l'armée de l'air et l'armée de terre).

Ces divers éléments ont le même devoir et les mêmes responsabilités quant au maintien de l'ordre public.

• Toute infraction doit être signalée aux seules autorités qualifiées responsables :

• M. le Commissaire de la République au Togo (bureau militaire) ;

M. le chef du service judiciaire ;

M. le commandant des forces de police du Togo ;

M. le commandant d'armes.

Lomé, le 22 mai 1945.

J. NOUTARY.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Reclassements

Par arrêté du Ministre des Colonies, en date du 7 février 1945, ont été reclassés dans leur grade, pour compter du 1^{er} août 1942, les administrateurs-adjoints de 3^e classe appartenant à la promotion d'entrée à l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, en 1938, dont les noms suivent :

1^{re} Section des Administrateurs des colonies

M.M.

Aubanel Pierre ;

.

Jaubert Jean ;

.

Par arrêté du Ministre des Colonies, en date du 7 février 1945, ont été reclassés dans leur grade, pour compter du 1^{er} août 1943, les administrateurs-adjoints de 3^e classe appartenant à la promotion d'entrée à l'Ecole nationale de la France d'outre-mer en 1939, dont les noms suivent :

1^{re} Section des Administrateurs des colonies

M.M.

Brustlein Charles ;

.

Par arrêté du Ministre des colonies en date du :

5 avril 1945. — Est reportée au 2 septembre 1943, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté, la nomination des administrateurs-adjoints de 3^e classe dont les noms suivent, précédemment nommés par arrêté du 7 août 1944, pour compter du 1^{er} août 1944 :

.

M. Le Glatin Yves

.

M. Mangis André

.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPÉEN

Solde de présence

Par arrêté n° 243 P. du :

15 mai 1945. — Les instituteurs de 5^e classe du cadre métropolitain ci-après désignés :

Morin Charles, Giraud Robert affectés au Togo, percevront, en attendant la régularisation de leur situation administrative, et pour compter du 4 avril 1945, date de leur embarquement pour la colonie, la solde de présence allouée aux instituteurs de 5^e classe du cadre commun supérieur de l'Enseignement primaire de l'A.O.F.

Nominations — Affectations

Par décision n° 246 P. du :

14 mai 1945. — M. Maillet Jean, adjoint principal de classe exceptionnelle des services civils des colonies, chef de la subdivision de Tsévié, est nommé par intérim et cumulativement avec ses fonctions actuelles pour compter du 15 mai 1945, commandant du cercle de Lomé et administrateur-maire de la commune mixte de-Lomé jusqu'à l'arrivée du titulaire.

Sa résidence est fixée à Tsévié.

M. Cointot Charles, stagiaire de l'administration coloniale, en service au bureau des finances à Lomé, est mis à la disposition du commandant du cercle d'Anécho.

M. Cointot est en outre nommé président du tribunal du 1^{er} degré du cercle d'Anécho, en remplacement de M. Maillet, appelé à d'autres fonctions.

Par décision n° 249 P. du :

15 mai 1945. — Les mutations et affectations suivantes sont prononcées dans le personnel européen de l'enseignement :

M. Derros André, instituteur de 5^e classe du cadre métropolitain, chef du secteur scolaire de Sokodé-Mango, directeur de l'Ecole professionnelle de Sokodé, est nommé chef du secteur scolaire de Palimé.

M. Morin Charles, instituteur de 5^e classe du cadre métropolitain, nouvellement détaché au Togo et arrivé au Territoire le 8 mai 1945, est nommé chef du secteur scolaire de Sokodé et directeur de l'Ecole professionnelle de Sokodé, en remplacement de M. Derros, appelé à d'autres fonctions.

M. Giraud Robert, instituteur de 5^e classe du cadre métropolitain, nouvellement détaché au Togo et arrivé au Territoire le 8 mai 1945, est nommé chef du secteur scolaire d'Anécho.

Par décision n° 255 p. du :

22 mai 1945. — M. Bouxel Edouard, médecin-lieutenant des troupes coloniales en service à Anécho, est nommé cumulativement avec ses fonctions actuelles et pour compter du 23 mai 1945, médecin-résident de l'hôpital de Lomé durant l'absence du médecin-capitaine Camborde Charles, médecin des Forces de Police, désigné pour la commission de recrutement.

Sa résidence est fixée à Anécho.

PERSOINNEL INDIGÈNE

Titularisations

Par arrêté n° 239 p. du :

15 mai 1945. — Les préposés stagiaires des douanes ci-après désignés, qui ont accompli leurs deux années de stage réglementaire, sont titularisés dans leur emploi et nommés préposés de 8^e classe des douanes :

Pour compter du 27 avril 1945

Attigbé Etienne Emmanuel, en service au bureau des douanes de Lomé;

Yigan Joseph, en service au bureau des douanes de Lomé.

Pour compter du 29 avril 1945

Aziglossou Edo Emile, en service au poste des douanes d'Aflao.

Pour compter du 7 mai 1945

Dupuy Louis Denis, en service au bureau des douanes de Lomé.

Affectations

Par décision n° 244 p. du :

14 mai 1945. — Le commis d'administration de 4^e classe Abaglo Cosme, en service à Lama-Kara (cercle de Sokodé), est mis à la disposition du commandant du cercle de Mango, en remplacement du commis journalier Lawson Laurent.

Le commis de 6^e classe du cadre commun secondaire des services financiers de l'A.O.F. Savi de Tové Bruno, en service à Anécho, est mis à la disposition du commandant du cercle de Sokodé, pour servir à Lama-Kara en qualité d'agent spécial, dépositaire comptable et surveillant-chef de la prison, en remplacement du commis d'administration Abaglo Cosme, appelé à d'autres fonctions.

Par décision n° 257 p. du :

23 mai 1945. — L'infirmière-visiteuse auxiliaire de 3^e classe du cadre commun secondaire de l'A.O.F., Olympio Florentine, en service à Lomé, est mise à la disposition du commandant du cercle d'Anécho pour servir à la formation sanitaire de cette localité.

Suspension de fonctions

Par arrêté n° 261 p. du :

23 mai 1945. — L'infirmier de 4^e classe Akakpoli Hubert, en service à Mango, est suspendu de ses fonctions et ce jusqu'à décision à intervenir, pour compter du 14 avril 1945, date à laquelle il n'a pas rejoint son poste à l'expiration du congé dont il était titulaire.

Cet agent est privé de toutes solde et indemnités pendant la durée de son absence.

Agents auxiliaires

Affectations — Nominations

Par décision n° 250 p. du :

16 mai 1945. — L'aide-météorologiste auxiliaire Lawson Antoine, en service à Lomé, est affecté à Sokodé, en remplacement de l'aide-météorologiste auxiliaire Bruce Henri.

L'aide-météorologiste auxiliaire Bruce Henri, en service à Sokodé, est affecté à Atakpamé, en remplacement de l'aide-météorologiste auxiliaire Tomégah Jacob.

L'aide-météorologiste auxiliaire Tomégah Jacob, en service à Atakpamé, est affecté à Lomé.

Par décision n° 252 p. du :

17 mai 1945. — Le nommé Koto Naoto Nicolas, en service à Dapango (cercle de Mango), est engagé en qualité d'aide-commis-expéditionnaire auxiliaire échelle 2 — échelon 1, pour compter du 20 mai 1945.

M. Koto est mis à la disposition du commandant du cercle de Mango pour servir à la subdivision de Dapango.

Agents de police**Nominations**

Par arrêté n° 246 P. du :

17 mai 1945. — Sont agréés dans le cadre local subalterne d'agents de police du Togo, en qualité de stagiaires :

Sitti Abraham	Seddor Bruno André
Lawson Jules	Ananou Emmanuel
Messanvi Amouzouvi	Kponton Augustin
Agbétiafah Jean Nicolas	Lawson Emmanuel.

Ces agents sont mis à la disposition du chef du service de la Sûreté.

Gardes-frontières**Titularisations — Affectations**

Par arrêté n° 240 P. du :

15 mai 1945. — Les gardes-frontières stagiaires ci-après désignés, qui ont accompli leurs deux années de stage réglementaire, sont titularisés dans leur emploi et nommés gardes-frontières de 5^e classe :

Pour compter du 1^{er} décembre 1944

Pinheiro François, en service au poste des douanes de Badou.

Pour compter du 5 mars 1945

Dévonou Elié, en service au poste des douanes de Badou.

Pour compter du 1^{er} avril 1945

Bruce François, en service au poste des douanes de Badou;

Koussougbo John, en service à la brigade des douanes de Lomé.

Pour compter du 18 avril 1945

Homénou Jean, en service au poste des douanes d'Aflao;

Kpatcha Bagnol, en service à la brigade des douanes de Lomé.

Par décision n° 258 P. du :

23 mai 1945. — Le garde-frontière de 5^e classe Pinheiro François, en service au poste des douanes de Badou, titulaire du permis de conduire civil et militaire, est affecté à la brigade mobile de Palimé où il sera chargé de la conduite de la camionnette du secteur douanier du centre.

Avant de rejoindre son nouveau poste, M. Pinheiro fera un stage de deux semaines au garage central de Lomé.

DIVERS**Bourses**

Par décision n° 248 E. du :

15 mai 1945. — Des bourses scolaires sont accordées à compter du 25 février 1945, dans les conditions fixées par les arrêtés n° 479 du 11 septembre 1939 et n° 89/E. du 17 février 1945, aux élèves indigènes des écoles officielles ci-après désignés :

A. — CERCLE DE LOMÉ

Taux journalier : 4 francs

- 1 — Tagayi Koffi, âgé de 10 ans
- 2 — Abraham Edouard, âgé de 12 ans
- 3 — Aziadji Amu Joffre, âgé de 13 ans
- 4 — Sèvlo Klu Jacques, âgé de 12 ans
- 5 — Vivon Samuel, âgé de 15 ans
- 6 — Vidjakou Salomon, âgé de 13 ans
- 7 — Agbédawou Satè Daniel, âgé de 12 ans
- 8 — Zoutou Djiko, âgé de 12 ans
- 9 — Amoussouvi Ayaman, âgé de 13 ans
- 10 — Konékou Zoli Athanase, âgé de 12 ans
- 11 — Hodouto Andréas John, âgé de 11 ans
- 12 — Zigan John, âgé de 10 ans

B. — CERCLE D'ANÉCHO

Taux journalier : 4 francs

- 13 — Amoussou Koissi, âgé de 14 ans
- 14 — Afanou Nouwokpa, âgé de 14 ans
- 15 — Dossè Messan, âgé de 14 ans
- 16 — Kassa Kossi, âgé de 15 ans
- 17 — Adélé Kpodehou, âgé de 16 ans
- 18 — Adanké Messa, âgé de 13 ans
- 19 — Trénou Afanladi, âgé de 13 ans
- 20 — Djimedo Sossou, âgé de 12 ans
- 21 — Onagblodjo Sovissi, âgé de 12 ans
- 22 — Amidjro Komlan, âgé de 11 ans
- 23 — Dégué Sotoou, âgé de 12 ans
- 24 — Assiati Houedassou, âgé de 14 ans
- 25 — Dodja Dangbé, âgé de 15 ans
- 26 — Koffi Awoussi, âgé de 12 ans
- 27 — Nsouko Kouanou, âgé de 12 ans
- 28 — Bessan Dékpo, âgé de 14 ans
- 29 — Tissovi Kounglo, âgé de 12 ans
- 30 — Akakpo Michel, âgé de 12 ans
- 31 — Sohé Téna Peter, âgé de 12 ans
- 32 — Manontikpo Kpatogbé, âgé de 12 ans
- 33 — Aboki Kinvi, âgé de 13 ans
- 34 — Messan Kpomgbé, âgé de 12 ans
- 35 — Amoussou Assion Ekoué, âgé de 13 ans
- 36 — Ayité Amavi, âgé de 13 ans.

C. — SUBDIVISION D'ATAKPAMÉ

Taux journalier : 3 francs

- 37 — Gaba Gossou, âgé de 13 ans
- 38 — Akémakou Koffi, âgé de 14 ans
- 39 — Djinéglékou Yao, âgé de 12 ans
- 40 — Amégadjé Moumouni, âgé de 14 ans
- 41 — Kodjo Ankou, âgé de 13 ans
- 42 — Tchala Kossi, âgé de 11 ans

- 43 — Adjéoda Képhas, âgé de 12 ans
- 44 — Dzokpo Gerson, âgé de 11 ans
- 45 — Kpahoe André, âgé de 13 ans
- 46 — Nayo Raphaël, âgé de 14 ans
- 47 — Amouzou François, âgé de 10 ans
- 48 — Tagbata Michel, âgé de 15 ans
- 49 — Atchou Jean, âgé de 14 ans
- 50 — Robin Robert, âgé de 15 ans
- 51 — Zizan Antoine, âgé de 15 ans
- 52 — Adjéoda Athanase, âgé de 14 ans
- 53 — Adadémey François, âgé de 13 ans
- 54 — Tengué Fabien, âgé de 15 ans
- 55 — Apédo Nicolas, âgé de 15 ans
- 56 — Talabeoui Luther, âgé de 14 ans
- 57 — Kanda Bernard, âgé de 13 ans
- 58 — Ayéfouni Romana, âgé de 15 ans
- 59 — Logossou Agbédohou, âgé de 13 ans
- 60 — Ani Mercy, âgé de 15 ans
- 61 — Koudjonou François, âgé de 11 ans
- 62 — Alfa Ankou, âgé de 15 ans
- 63 — Dora Cléophas, âgé de 14 ans.

D. — SUBDIVISION DE PALIMÉ

Taux journalier : 4 francs

- 64 — Womékou Théophile, âgé de 15 ans
- 65 — Kodjo Martin, âgé de 15 ans
- 66 — Aïssa Kokou, âgé de 14 ans
- 67 — Yovo Godwin, âgé de 15 ans
- 68 — Nyawouamé André, âgé de 11 ans
- 69 — Adiabou Emmanuel, âgé de 15 ans
- 70 — Adokanou Kokou, âgé de 13 ans
- 71 — Dapah Seth, âgé de 14 ans
- 72 — Johannès Cécile, âgée de 13 ans
- 73 — Gavo Emile, âgé de 13 ans.

E. — CERCLE DE SOKODÉ

Taux journalier : 3 francs

- 74 — Bito Soroufaï, âgé de 13 ans
- 75 — Sohoutoko Kouassi, âgé de 14 ans
- 76 — Kpossoumon Pékabalo, âgé de 16 ans
- 77 — Boukari Morou, âgé de 13 ans
- 78 — Gnansa Esséna, âgé de 13 ans
- 79 — Bini Touadem, âgé de 12 ans
- 80 — Bito Sama, âgé de 13 ans
- 81 — Samari Adam, âgé de 13 ans
- 82 — Karanga Sama, âgé de 13 ans
- 83 — Cacon Madja, âgé de 12 ans
- 84 — Tablissemman Bossedingué, âgé de 12 ans
- 85 — Patassi Comlan, âgé de 12 ans
- 86 — Amaï Napo, âgé de 15 ans
- 87 — Makouya Gnandi, âgé de 15 ans.

F. — CERCLE DE MANGO

Taux journalier : 2 francs 50.

- 88 — Lembo Nasse, âgé de 15 ans
- 89 — Laré Mama, âgé de 13 ans
- 90 — Tambli Kambibé, âgé de 13 ans
- 91 — Douti Goudessi, âgé de 15 ans
- 92 — Korto Samon, âgé de 15 ans
- 93 — Kombaté Koumongou, âgé de 12 ans
- 94 — Dantaré Sinadja, âgé de 16 ans
- 95 — Bagna Ogamo, âgé de 15 ans.

Les boursiers ci-dessus sont habilités à percevoir l'allocation dont le paiement sera effectué sur états

collectifs comportant l'attestation du directeur de l'école que les intéressés ont bien été présents durant le nombre de jours inscrits.

Commandement indigène

Par décision n° 254 APA. du :

17 mai 1945. — Est nommé à l'emploi de secrétaire du chef de canton de Bassari (cercle de Sokodé), le nommé Banté Tignokpa Thomas.

Le secrétaire de canton Banté Tignokpa Thomas aura droit au traitement mensuel de 300 francs.

Cour d'assises

N° 1389 AJ. — Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F., Haut-Commissaire de la République au Togo en date du 9 mai 1945 :

M. Saint-Prix (Jules), magistrat du 6^e degré, faisant fonctions de président du tribunal de 1^{re} instance de Cotonou, est nommé président ad hoc du tribunal de Lomé (Togo), pour siéger et remplir les attributions prévues par l'article 266 du code local d'instruction criminelle dans l'affaire Fiognon Agbekogni et autres, inscrite au rôle de la session de la cour d'assises qui s'ouvrira à Lomé (Togo), le jeudi 31 mai 1945, et dont M. Cadore, président du tribunal, a précédemment connu comme magistrat instructeur.

Journées nationales des Cheminots

Comité de patronage

Par arrêté n° 252 APA. du :

19 mai 1945. — Il est institué à Lomé, un Comité de Patronage pour l'organisation des journées nationales des Cheminots au Togo.

Ce Comité local est composé ainsi qu'il suit :

Président d'Honneur :

M. l'administrateur-maire de Lomé.

Président :

M. le directeur du réseau des chemins de fer du Togo.

Membres :

M.M. Bonnard, chef du service de l'exploitation
Tessier, chef du service de la traction
Rosa, chef du service de la voie
Wallon, chef de la comptabilité-matières

Secrétaire-Trésorier :

Boutet, chef de la comptabilité-finances.

Rôles

Par arrêté n° 251 CD. du :

19 mai 1945. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs et supplémentaires, exercices 1944 et 1945 ci-après, s'élevant à la somme de : Quatre Millions Cent Dix Sept Mille Quatre Cent Cinquante Francs.

N ^{os} DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
Exercice 1944				
255	Lomé C. M.	Impôt personnel (taxe fixe)	2.200,—	
		Rachat des prestations	480,—	
		Contribution exceptionnelle	440,—	3.120,—
256	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	34.225,—	
		Rachat des prestations (indigènes)	11.895,—	
		Contribution exceptionnelle	6.740,—	52.860,—
257	Klouto	Impôt personnel (taxe fixe)	960,—	
		Rachat des prestations	240,—	
		Contribution exceptionnelle	165,—	1.365,—
258	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	12.385,—	
		Rachat des prestations	3.530,—	
		Contribution exceptionnelle	2.440,—	18.355,—
259	—	Patentes		32.044,—
260	—	Taxe sur armes perfectionnées		80,—
261	—	Taxe sur armes de traite		1.176,—
262	—	Taxe sur les bicyclettes		270,—
263	Atakpamé.	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	875,—	
		Rachat des prestations	325,—	
		Contribution exceptionnelle	175,—	1.375,—
264	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord.	67.545,—	
		Contribution exceptionnelle	14.310,—	81.855,—
265	—	Impôt personnel	375,—	
		Contribution exceptionnelle	75,—	450,—
266	—	Impôt sur la population flottante	140,—	
		Contribution exceptionnelle	30,—	170,—
267	—	Patentes		28.515,—
268	—	Licences		100,—
269	—	Taxe sur armes non perfectionnées		13.536,—
270	—	Taxe sur les bicyclettes		300,—
270bis	—	Rachat des prestations		6.657,—
271	Sokodé	Patentes		1.075,—
272	Lama-Kara	Taxe sur armes perfectionnées		20,—
273	Mango	Licences		5.350,—
274	—	Taxe sur armes perfectionnées		120,—
275	—	Taxe sur armes non perfectionnées		2.424,—
276	—	Taxe sur les bicyclettes		1.830,—
277	—	Taxe sur les chiens		15,—
278	—	Impôt sur la population flottante	5.750,—	
		Contribution exceptionnelle	1.150,—	6.900,—
279	Bassari	Impôt personnel sur indigènes catég. ord.		1.230,—
280	—	Impôt sur la population flottante		50,—
281	—	Contribution exceptionnelle sur impôt personnel et flottant		95,—
282	—	Contribution exceptionnelle sur impôt personnel		120,—
283	Lomé Subd.	Licences		100,—
284	—	Taxe sur armes perfectionnées		480,—
285	Anécho	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	135,—	
		Rachat des prestations	40,—	
		Contribution exceptionnelle	25,—	200,—
286	—	Valeur des prestations en nature		170.900,—
TOTAL EXERCICE 1944				433.137,—

N ^{os} DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
Exercice 1945				
49	Lomé Trésor	Licences	9.000,—	
50	Lomé C. M.	Impôt personnel sur indigènes catég. ord.	55.335,—	
		Taxe vicinale	26.350,—	
		Contribution exceptionnelle	7.905,—	89.590,—
51	Klouto	Impôt personnel (taxe fixe)	45.150,—	
		Taxe vicinale	12.900,—	
		Contribution exceptionnelle	7.740,—	
		Taxe sur armes perfectionnées	200,—	65.990,—
52	—	Impôt personnel sur indigène catég. sup.	54.900,—	
		Taxe vicinale	16.360,—	
		Contribution exceptionnelle	8.910,—	
		Taxe sur armes perfectionnées	60,—	80.230,—
53	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis	5.970,—	
54	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis	3.707,—	
55	—	Impôt foncier sur immeubles non bâtis	973,—	
56	—	Licences	7.300,—	
57	—	Taxe sur armes perfectionnées	460,—	164.630,—
58	Atakpamé	Impôt personnel (taxe fixe)	77.350,—	
		Taxe vicinale	22.100,—	
		Contribution exceptionnelle	13.260,—	112.710,—
59	—	Impôt personnel sur indigène catég. sup.	49.050,—	
		Taxe vicinale	17.400,—	
		Contribution exceptionnelle	8.025,—	74.475,—
60	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis	8.418,—	
61	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis	8.535,—	
62	—	Impôt foncier sur immeubles non bâtis	341,—	
63	—	Impôt foncier sur immeubles non bâtis	446,—	
64	—	Patentes	230.431,—	
65	—	Licences	7.100,—	
66	—	Taxe sur armes perfectionnées	1.520,—	443.976,—
67	Lama-Kara	Impôt personnel (taxe fixe)	11.550,—	
		Contribution exceptionnelle	1.980,—	
		Taxe vicinale	3.300,—	
		Taxe sur armes perfectionnées	120,—	16.950,—
68	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	25.150,—	
		Contribution exceptionnelle	4.100,—	
		Taxe vicinale	7.445,—	
		Taxe sur armes perfectionnées	320,—	37.015,—
69	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord.	1.616.840,—	
		Contribution exceptionnelle	202.105,—	
		Taxe vicinale	1.010.525,—	2.829.470,—
70	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord.	7.560,—	
		Contribution exceptionnelle	945,—	
		Taxe vicinale	4.725,—	13.230,—
71	—	Patentes	2.450,—	
72	—	Taxe sur armes non perfectionnées	208,—	
73	—	Taxe sur bicyclettes	930,—	2.900.253,—
		<i>à reporter</i>		3.607.449,—

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 26 juillet 1944 tendant à modifier le décret du 3 décembre 1931 réorganisant la justice indigène en A.O.F. est déclaré applicable au Togo.

Les attributions dévolues par ce décret, soit au gouverneur général, soit aux gouverneurs des colonies subordonnés sont exercées par le Commissaire de la République.

ART. 2. — Le commissaire aux colonies et le commissaire à la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 26 juillet 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

Le Commissaire à la justice,
François DE MENTHON.

Décret du 26 juillet 1944.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du Commissaire aux Colonies et du Commissaire à la justice;

Vu l'article 18 du sénatus consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 4 du décret du 1^{er} décembre 1858;

Vu le décret du 16 novembre 1924, réorganisant la justice française en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 3 décembre 1931, réorganisant la justice indigène en Afrique occidentale française, ensemble les textes modificatifs ultérieurs et notamment l'acte dit « décret du 11 février 1941 »;

Vu le décret du 17 juillet 1944, instituant un Code pénal indigène en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo;

/ Vu les recommandations de la Conférence de Brazzaville ;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est validé l'acte de l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat français, dit « décret du 11 février 1941 », qui modifie le décret du 3 décembre 1931, réorganisant la justice indigène en Afrique occidentale française.

ART. 2. — L'article 13 du décret du 3 décembre 1931 susvisé est abrogé.

ART. 3. — Les articles 20, 22 et 27 du décret du 3 décembre 1931 susvisé, tel qu'il a été modifié par les décrets subséquents du 5 juin 1935, du 29 mai 1936, et l'acte dit « décret du 11 février 1941 », sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après :

« Article 20. — Les tribunaux du premier degré siègent au chef-lieu de chaque subdivision ou, à défaut de subdivision, au chef-lieu du cercle et, en outre, dans chaque commune mixte ou de plein exercice.

« Ils sont composés d'un président et de deux assesseurs.

« Le président est :

« a) Dans les subdivisions, le chef de subdivision et, à défaut de subdivision, l'adjoint au commandant de cercle ou un fonctionnaire désigné par le Lieutenant-Gouverneur;

« b) Dans les communes mixtes, l'administrateur-maire ou un fonctionnaire désigné par le Lieutenant-Gouverneur;

« c) Dans les communes de plein exercice, un fonctionnaire désigné par le Lieutenant-Gouverneur.

« Les présidences des tribunaux du premier degré de plusieurs subdivisions, communes mixtes ou communes de plein exercice pourront, en outre, en matière civile et commerciale, être cumulativement confiées par le Chef de la colonie à des fonctionnaires du cadre des Administrateurs des colonies ou du cadre des Services civils, licenciés en droit et spécialisés dans l'étude des coutumes indigènes. Ces fonctionnaires seront assistés d'interprètes affectés à ce service spécial et agréés par le tribunal ».

« Article 22. — Le tribunal du premier degré connaît, en premier et dernier ressort, de toutes les actions dont l'intérêt peut être évalué en argent et n'excède pas 1.500 francs en principal.

« Il connaît, en premier ressort seulement et à charge d'appel devant le tribunal du second degré, des actions de même nature, dont l'intérêt n'excède pas 6.000 francs en principal, ainsi que de tous les litiges dont le taux ne peut être évalué en argent et de ceux relatifs à l'état des personnes, à la famille, au mariage, au divorce, à la filiation ».

« Article 27. — Le tribunal du premier degré connaît de tous les délits et contraventions à charge d'appel pour les délits, devant le tribunal colonial d'appel.

« En matière de contraventions, la Chambre d'annulation connaît des recours en annulation formés pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi ».

ART. 4. — Il est rétabli dans le texte du décret du 3 décembre 1931 susvisé, des articles 37, 38, 39 et 40 ainsi conçus :

« Article 37. — Le Gouverneur général peut instituer par arrêté, auprès des tribunaux du premier degré qu'il désigne, des tribunaux indigènes coutumiers, présidés par un notable indigène assisté d'assesseurs indigènes ».

« Article 38. — L'arrêté d'institution fixe la composition et détermine le fonctionnement des tribunaux indigènes coutumiers. Il fixe également toutes autres matières non réglées par le présent décret.

« Le ressort est, en principe, celui du tribunal du premier degré : toutefois, l'arrêté d'institution peut restreindre ce ressort en désignant notamment les circonscriptions administratives sur lesquelles les tribunaux indigènes coutumiers recevront compétence ».

« Article 39. — (Décret du 3 février 1945).

« Les tribunaux indigènes coutumiers sont compétents à l'égard des indigènes, tels qu'ils sont définis à l'article 2 du présent décret.

NOS DES RÔLES	AGÉNCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		<i>report</i>		3.607.449,—
74	Dapango	Impôt sur population flottante	1.125,—	
74bis	—	Contribution exceptionnelle	180,—	
		Taxe vicinale	540,—	1.845,—
75	—	Patentes	66.334,—	
76	—	Licences	5.400,—	
77	—	Taxe sur bicyclettes	120,—	73.699,—
78	Atakpamé	Impôt sur population flottante	1.625,—	
		Taxe vicinale	780,—	
		Contribution exceptionnelle	260,—	2.665,—
79	—	Taxe sur armes non perfectionnées	480,—	
80	—	Taxe sur les chiens	20,—	3.165,—
		TOTAL EXERCICE 1945		3.684.313,—
		REPORT DU TOTAL EXERCICE 1944		433.137,—
		TOTAL GÉNÉRAL		4.117.450,—

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 20 mai 1945.

Secours

Par décision n° 253 APA. du :

17 mai 1945. — Il est accordé un secours de mille francs (1.000 frs.), payable en une seule fois, au nommé Akakpo, âgé de 28 ans environ, agriculteur demeurant à Akparé (subdivision d'Atakpamé).

La dépense est imputable au chapitre XVII article 2 paragraphe 1, dépenses imprévues.

Textes publiés à titre d'information

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Personnels de la marine marchande

DECRET n° 45-397 du 12 mars 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des travaux publics et des transports;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 6 novembre 1943 déterminant les conditions de fixation des salaires des personnels de la marine marchande;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendues applicables aux inscrits de l'Afrique occidentale française, les dispositions de l'ordonnance du 6 novembre 1943 déterminant les conditions de fixation des salaires des personnels de la marine marchande.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le ministre des travaux publics et des transports, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 mars 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le ministre des colonies,

P. GIACOBBI,

Le ministre des travaux publics et des transports,
René MAYER.

ORDONNANCE du 6 novembre 1943.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Communications et à la Marine marchande, et du Commissaire au Travail et à la Prévoyance sociale;

Vu l'ordonnance du 14 août 1943 relative à la révision des salaires et, notamment, l'article 13;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Cessent de recevoir application l'ordonnance du 8 janvier 1943 fixant les taux des soldes des officiers de la Marine marchande, l'ordonnance du 8 janvier 1943 fixant les taux des salaires des personnels de maistrance et des marins de la Marine de commerce, l'ordonnance du 8 janvier 1943 fixant les taux des salaires des agents du Service général de la Marine marchande.

L'ordonnance du 23 août 1943 portant modification des précédentes est abrogée.

ART. 2. — Les taux des soldes des officiers de la Marine marchande et des salaires des personnels de la Marine marchande, seront fixés, après avis de la Commission consultative et technique de la Marine marchande, créée par décret du 6 juillet 1943, par arrêté du Commissaire aux Communications et à la Marine marchande, et du Commissaire aux Finances.

ART. 3. — Il est institué une prime de guerre mensuelle pour le personnel embarqué. Les taux en seront fixés, après avis de la Commission consultative et technique de la Marine marchande, par arrêté du Commissaire aux Communications et à la Marine marchande et du Commissaire aux Finances.

Cessent de recevoir application : l'acte dit « Loi du 14 septembre 1940 », modifié par l'acte dit « loi du 4 octobre 1941 », instituant une prime de risques particuliers pour le personnel embarqué et l'ordonnance du 8 janvier 1943 qui en a modifié le taux.

ART. 4. — Pour tenir compte des circonstances économiques actuelles il est alloué, pendant la durée des hostilités aux officiers, marins et agents du Service général de la Marine marchande une prime exceptionnelle dont le taux sera fixé, après avis de la Commission consultative et technique de la Marine marchande, par arrêté du Commissaire aux Communications et à la Marine marchande et du Commissaire aux Finances.

ART. 5. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 6 novembre 1943.

DE GAULLE, GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le Commissaire aux Communications
et à la Marine marchande,*

René MAVER.

Le Commissaire aux Finances,

Couve DE MURVILLE.

*Le Commissaire au Travail
et à la Prévoyance sociale,*

A. TIXIER.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

DOMAINES

AVIS

de vente aux enchères publiques

Le public est informé de ce que la vente aux enchères de la plantation de Kpémé fixée au lundi 18 juin est reportée au lundi 25 juin.

Lomé, le 30 mai 1945.

Le Receveur des Domaines,
BERLIE.

Etude de Maître Raymond VIALE, avocat-défenseur à Lomé (Togo)

Avis de perte

Avis est donné de la perte de la copie du Titre Foncier numéro Soixante cinq du Cercle de Klouto, appartenant à M. MAGLOE Franz Adzogen, acheteur de produits.

Pour deuxième insertion, conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906.

AVIS

La Banque de l'Afrique Occidentale informe le public qu'une nouvelle Agence a été ouverte le 1^{er} mai 1945 à Bobo-Dioulasso (Haute Côte d'Ivoire).

Cette Agence est en mesure depuis cette date d'effectuer toutes opérations de Banque.